

## RECUEIL DES SIGNATURES PAR LES PARTISANS DE BOUTEFLIKA

## Tous dans le flou

**Tadjamou Amel el Djazaïr a débuté la collecte des formulaires de souscriptions de signatures individuelles au profit du «non-encore candidat», Abdelaziz Bouteflika. TAJ devance ainsi le FLN, le MPA et le RND, partis qui n'ont toujours pas lancé cette opération.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** Dans le camp des pro-quatrième mandat, la formation politique de Amar Ghoul décroche le statut de leader. Tadjamou Amel el Djazaïr a bien lancé la campagne de collecte de signatures au profit du «candidat» Abdelaziz Bouteflika.

Une situation des plus intrigantes puisque le ministre de l'Intérieur avait démenti, dimanche, le fait que le président sortant ait retiré les formulaires de souscriptions de signatures individuelles. De quelle manière TAJ a pu obtenir ces formulaires au nom de Abdelaziz Bouteflika ? La question a été posée à Nabil Yahiaoui, le responsable de la communication de Tadjamou Amel el Djazaïr.

«Je ne peux rien dire sur ce sujet. Toutefois, je confirme le lancement de l'opération de collecte de signatures au profit du président de la République.

Comme l'a annoncé récemment le président de TAJ, il n'est plus question de douter de la candidature de Abdelaziz Bouteflika à l'élection présidentielle. Nous sommes donc passés à la phase suivante en attendant l'organisation de la campagne électorale», a précisé Nabil Yahiaoui. Selon lui, Amar Ghoul présentera des détails sur les modalités de collectes ce jeudi, à l'occasion de la tenue d'une conférence nationale des cadres de TAJ.

Nouvellement créé, le petit parti



Abdelaziz Bouteflika ne dit mot.

de Amar Ghoul est parvenu à damer le pion au Front de libération nationale, au Rassemblement national démocratique et au Mouvement populaire algérien. Ses «alliés» semblent être très en

retard. «Nous n'avons pas encore débuté l'opération de collecte de formulaires. Et je dois avouer ne pas savoir si la demande officielle a bien été introduite auprès du ministère de l'Intérieur», explique

Saïd Bouhadja, porte-parole du FLN. Mais Bouhadja explique que son parti est prêt et n'attend que le feu vert pour aller sur le terrain. «Nous sommes prêts à collecter les signatures au profit de Abdelaziz Bouteflika. Nous sommes capables de rassembler le nombre nécessaire en seulement une journée.»

Même son de cloche du côté du Rassemblement national démocratique qui met en avant une force de frappe constituée de 8 600 élus. «Nous avons élaboré un plan d'action pour cette phase de collecte. Le RND est un parti structuré qui s'appuie sur 8 600 élus. Il nous sera très facile de mener cette opération». Pour ce qui est du MPA, un des responsables de ce parti, sous couvert de l'anonymat, a juste prononcé cette phrase : «Non, nous n'avons rien lancé.»

T. H.

LES PARTISANS DU 4<sup>e</sup> MANDAT SE FONT DISCRETS

## Saâdani laissé seul

**Pas de vivats pour Amar Saâdani, auteur, lundi, de graves accusations à l'encontre du patron du renseignement, le général Médiène, dit Toufik. Les voix, partisans ou autres, qui s'y sont exprimées, ont été dans leur majorité celles adverses. Point de soutiens.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) -** Après sa signature d'une virulente diatribe à l'encontre du général Toufik, Amar Saâdani ne s'est pas vu submerger par les élans de sympathie. Pourtant, il a dû en avoir attendu, même s'il ne devait pas ignorer que, de par sa position de premier responsable du FLN, dont la désignation est, de surcroît, contestée, sa sincérité est sujette à caution.

Pas surprenant, cependant, qu'Amar Saâdani se retrouve solitaire sur la ligne de front. Sa sortie, même si elle repose les termes d'un débat autour du rôle et des mis-

sions des services de renseignements, reste, aux yeux des acteurs politiques et des observateurs, hautement suspecte. Dès lors qu'elle est endossée par le premier responsable du parti-Etat, élément central du système politique algérien, la démarche ne participe pas nécessairement d'une œuvre salutaire pour le pays. Elle traduit plus une difficulté conjoncturelle à cohabiter qu'elle ne projette une quelconque perspective démocratique, la reconduction de Bouteflika pour un 4<sup>e</sup> mandat n'étant pas elle-même, loin de là, un gage d'émancipation démocratique. Même s'il s'en trouve parmi la classe politique nationale qui est d'avis que les services de renseignements doivent se départir du rôle de police politique, ce n'est pas pour autant qu'il accourra pour apporter son appui à Amar Saâdani, avec le risque inévitable d'aider à la reconfiguration des rapports de force au sommet au profit du clan présidentiel. Un clan qui s'emploie avec méthode à dégager à nouveau le chemin de



La sincérité de Saâdani est sujette à caution.

la présidence devant le candidat Bouteflika. D'aucuns pourraient alors rétorquer pourquoi les nombreux adeptes du 4<sup>e</sup> mandat

pour Bouteflika se sont fait discrets, laissant Saâdani encaisser seul les contrecoups de sa bravade. Il en va de la stratégie, répondraient les observateurs avertis de la scène politique nationale. Dans pareille bataille, à l'évolution incertaine, le repli s'intègre forcément comme élément de stratégie.

C'est pour cela d'ailleurs que tout est fait pour que les attaques répétées de Saâdani contre le DRS n'apparaissent pas comme des manœuvres assumées par le clan présidentiel. D'où, d'ailleurs, cette distance observée, publiquement, du moins, par rapport à la sortie de Saâdani. Cette attitude présente l'avantage de tirer profit de la montée au front de Saâdani sans devoir éventuellement souffrir de sa déroute. Pour faire vrai, Saâdani ne répète-t-il pas, au demeurant, qu'il ne preste pour personne, même pas au nom du FLN.

S. A. I.

## ABDELMALEK SELLAL TENTE DE RASSURER SUR LA RÉGULARITÉ DES PRÉSIDENTIELLES :

## «Le gouvernement est disposé à écouter tous les candidats»

**C'est plus en sa qualité de président de la Commission nationale de préparation des élections présidentielles que Abdelmalek Sellal a préféré s'exprimer, hier mardi, à l'occasion de sa visite dans la wilaya de Tissemsilt. Dans son intervention devant les représentants de «la société civile», le Premier ministre lancera un appel solennel aux candidats de l'opposition auxquels il tentera de donner des gages quant à la régularité du scrutin.**

**De notre envoyé spécial à Tissemsilt, Kamel Amarni**

«Notre pays se dirige vers une élection présidentielle importante le 17 avril prochain. Une élection qui doit se dérouler dans un climat paisible. Le gouvernement est déterminé à réunir toutes les conditions nécessaires pour la réussite de ce rendez-vous, et ce, conformément aux orientations du président de la République.

Aussi, le gouvernement est disposé à écouter tous les candidats et à prendre en charge toutes leurs préoccupations, dans le cadre des lois de la République». Ceci, avant

d'avertir, tout de même : «Nous espérons que tous les candidats se montreront de vrais cavaliers de la démocratie et respecteront les règles du jeu. Qu'ils tiennent compte de l'unité nationale et de sa stabilité. Car, nous ne permettrons jamais de revenir en arrière, aux années d'enfer.»

Abdelmalek Sellal qui avait bien rappelé, au tout début de son intervention, les années du terrorisme dont a souffert cette wilaya et qui n'ont été dépassées, selon lui, que «grâce à la politique de la réconciliation de Son Excellence, le président Bouteflika», et dont les «réalisations sur le terrain sont pal-



Sellal toujours en campagne.

pables et ne pouvant être niées que par un ingrat», mettra même en garde, à la fin de son discours.

Il dira clairement que, «nous sommes déterminés à donner de notre sang pour préserver la stabilité !». Il ne faut pas être un grand politologue pour comprendre ce

que le terme «stabilité» signifie dans le vocabulaire de nos officiels ! Revenant sur ce qu'il appelle les réalisations, Sellal estimera en effet, que «tout cela ne veut pas dire que nous allons nous suffire que de cela. Bien au contraire, cela nous encourage à poursuivre le programme du président Bouteflika jusqu'à son application complète».

**«La tripartite aura lieu le 23 février»**

Ce disant, le Premier ministre annoncera déjà une nouvelle «étape» de ce «programme» : la prochaine tripartite. «Le 23 février prochain, nous allons nous réunir encore une fois en tripartite pour nous pencher sur les conclusions des commissions mises à cet effet lors de la dernière tripartite». C'est donc un autre «programme de travail» qui en sortira.

Une tripartite qui se tiendra exactement un mois, jour pour jour

avant le début officiel de la campagne électorale... Pour le Premier ministre, l'Algérie, aujourd'hui, fait face à des difficultés de type nouveau sur le plan social, et qui sont liées à «l'amélioration du niveau de vie des Algériens ces dix dernières années». Sans transition, il enchaînera : «l'autre fléau auquel nous faisons face, aujourd'hui, et que nous devons combattre coûte que coûte, reste la corruption. Mais cela doit se faire exclusivement par l'institution judiciaire, en tenant compte de la présomption d'innocence, mais aussi loin des campagnes de dénigrement.» Cela étant, la halte de Tissemsilt révèle aussi un petit changement de tactique dans la «vente» du quatrième mandat : désormais, du moins à Tissemsilt, ce n'est plus le président de l'APW, mais un «représentant de la société civile» préalablement préparé qui «réglera» l'ENTV...

K. A.